



COMMUNICATION
CONSEIL CULTURE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE N°10

13 MARS 2013

DOSSIER TRANSCOM FRANCE : LES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL REÇUS AU MINISTÈRE DU TRAVAIL !

Les 3 derniers centres d'appels français de la société TRANSCOM WORLDWIDE sont en **redressement judiciaire** depuis le début de l'année.

Les 407 salariés des sites de Raon l'Étape (88), Montluçon (03) et Soissons (02) sont sous la menace d'une liquidation de l'entreprise.

En effet, la direction de ce groupe international basé en Suède a décidé de fermer sa filiale en France.

Une délégation de représentants du personnel et notamment d'élus CFDT, majoritaires dans l'entreprise, a été reçue lundi 11 mars 2013 au Ministère du Travail afin d'étudier les différentes pistes permettant de sauvegarder les emplois.

La CFDT a rappelé que cette entreprise ne respectait pas ses obligations légales et ne répondait pas aux questions des élus sur les procédures en cours et sur la question sensible des salaires.

La **recherche de repreneurs sérieux** constitue la priorité des élus afin d'éviter la liquidation et de limiter les effets d'un plan social dans des bassins déjà durement frappés par le chômage.

Les élus CFDT ont également rappelé que cette entreprise avait bénéficié de **subventions publiques** pour s'implanter sur notre territoire.

Les représentants du Ministère du Travail et du Ministère du Redressement productif se sont engagés à rappeler à la direction de l'entreprise sa **responsabilité sociale** et à participer activement à la recherche de solutions de reprise dans le cadre d'un calendrier très serré.

En complément de ce dossier, la CFDT a une nouvelle fois insisté sur la **nécessité de régulation sur la rémunération des contrats entre donneurs d'ordres et centres d'appels prestataires** qui se traduit le plus souvent par des salaires à minima et des conditions de travail souvent difficiles avec la menace permanente de délocalisation vers des sites offshore.

CONTACTS PRESSE

Christophe HISSLER
DSC CFDT Transcom
06 41 74 90 04
hissler.christophe@neuf.fr

Jacques STIRN
Responsable S3C CFDT
Lorraine
03 87 16 21 72
jacques.stirn@orange.com